Cahiers de Psychologie Politique

N° 29 | 2016
La technique Juillet 2016

Prologue de l'ouvrage d'Ippolita. "Ídolos": ¿La red es libre y democrática? ¡Falso! Madrid. Enclave de Libros. 2016

Tomás IBAÑEZ GRACIA

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-29/1848-prologue-de-l-ouvrage-d-ippolita-idolos-la-red-es-libre-y-democratica-falso-madrid-enclave-de-libros-2016
DOI : numerev_1060
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 25/07/2016

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : IBAÑEZ GRACIA, T. (2016) Prologue de l'ouvrage d'Ippolita. "Ídolos": ¿La red es libre y democrática? ¡Falso! Madrid. Enclave de Libros. 2016. *Cahiers de Psychologie Politique*, (29). https://doi.org/10.34745/numerev_1060

Mots-clés :

De même que le grand acteur Lon Chaney fut surnommé *«l'homme aux mille visages»* en raison de son extraordinaire habileté à changer d'apparence, nous pourrions parler des *«mille visages de la domination»* compte tenu de l'énorme plasticité de ses manifestations. Ce n'est pas seulement qu'en chaque moment de l'histoire la domination soit *toujours multiforme*, c'est aussi qu'elle est polymorphe et changeante au cours du temps. En effet, dans la mesure même où elle constitue un phénomène *socio-historique,* la domination ne cesse de modifier ses mécanismes, ses caractéristiques, ses procédures et ses effets puisqu'elle est prise dans le devenir historique. Elle les modifie en fonction de multiples facteurs qui transforment le milieu où elle agit. Ceux-là vont des résistances nouvelles suscitées par son propre exercice et qu'elle doit donc s'efforcer de vaincre ; jusqu'à ces innovations sociotechniques qui une fois inventées parviennent à s'incruster dans le tissu social et, du coup, le transforment ; sans oublier les événements politiques qui surgissent au sein du tissu social et le changent, eux aussi, de façon plus ou moins importante.

Le fait que les dispositifs de domination ne tournent pas sur eux-mêmes comme s'ils étaient ancrés dans *la pure répétition*, mais sont, au contraire, dynamiques et changeants, implique que les luttes pour les subvertir *doivent l'être également,* et que leur efficacité dépend en bonne mesure de leur capacité a se modifier pour pouvoir contrer les propriétés que présentent ces dispositifs à chaque moment historique. En fait, il s'agit d'une exigence qui saute aux yeux dès que nous nous apercevons que la lutte contre les moulins à vent n'a jamais fait de mal à l'ennemi réel.

Il est donc tout à fait évident, je le répète à loisir, que l'une des tâches les plus importantes, les plus pressantes, et même prioritaires, pour qui se revendique d'une position politiquement et socialement antagoniste, est celle de définir, de cerner, de diagnostiquer et d'analyser avec toute la rigueur possible *les formes contemporaines de la domination.* C'est précisément à cette tâche que s'est attelé Ippolita et c'est en cela que réside l'intérêt incontestable de ce livre.

Il n'échappe à personne qu'interroger les nouvelles formes de domination oblige aujourd'hui à examiner attentivement *les technologies numériques,* dans la mesure où elles sont devenues en quelques décennies l'un des principaux éléments qui façonnent la réalité sociale actuelle et le mode de vie contemporain.

Non seulement notre dépendance à l'égard de ces technologies s'accroit de jour en jour, mais elle le fait, de plus, à un rythme effréné tout en couvrant un nombre croissant de secteurs de la réalité sociale. Il est indéniable que notre vie quotidienne se heurte à d'innombrables difficultés si nous ne sommes pas insérés, d'une manière ou d'une autre, dans le monde prolifique des technologies numériques. Il est vrai qu'il n'est pas encore *strictement obligatoire* d'y avoir recours mais il est évident qu'il devient de plus en plus difficile de vivre sans une carte de crédit, sans un téléphone portable, sans adresse mail ou sans un dispositif de connexion à Internet, qu'il s'agisse d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un téléphone. *Aujourd'hui,* Internet est devenu un instrument presque indispensable pour l'accès à certains services commerciaux, ou même sanitaires, ainsi que pour interagir avec l'administration publique, et tout indique que *demain* la pression pour nous connecter à Internet sera devenue pratiquement irrésistible. Qui sait si *après-demain* l'obligation d'avoir une connexion à Internet n'aura pas la même force de loi, que celle, aujourd'hui, de posséder une carte d'identité.

L'une des raisons pour lesquelles l'utilisation d'Internet a suscité si peu de réticences et s'est propagé si rapidement réside dans son *incontestable utilité* pour accéder à certains services et à de multiples ressources - y compris celles attenant à la sphère de la connaissance - tout en dissimulant *les coûts de cette utilisation.* Il s'agit de *coûts invisibles* qui s'ont sans rapport avec le coût réel et la valeur des prestations reçues, mais qui naissent directement du fait même d'utiliser Internet, et qui ne peuvent être éludés que par ceux qui possèdent une connaissance suffisante de l'informatique et qui ont une forte conscience politique.

Ces coûts se rapportent à deux domaines qui tout en étant différents sont actuellement liés entre eux, celui de l'économie, d'une part et celui du contrôle social, d'autre part. En effet, *nous payons* l'utilisation d'Internet en fournissant gratuitement et involontairement des informations qui se transforment en bénéfices économiques substantiels, en même temps que nous contribuons à assurer une fonction de contrôle social en raison de l'impossibilité de ne pas laisser d'empreintes à chaque pas que nous faisons dans le cyberespace, sauf, bien entendu, si nous nous sommes suffisamment préparés pour nous mouvoir sur la toile en laissant le minimum de traces et en fournissant le minimum d'information.

Ceci dit, ce ne sont pas seulement les individus qui sont de plus en plus dépendants des technologies numériques, c'est la société dans son ensemble. Cela se manifeste dans le domaine économique, politique, de l'éducation, de la santé, de la science et de la connaissance, ou encore dans le secteur militaire et celui de la sécurité, pour n'en citer que quelques-uns auxquels il faut ajouter, bien sûr, celui de la communication. Chacun de ces domaines mériterait une analyse détaillée car tous illustrent fort bien cette dépendance des technologies numériques. Trois d'entre eux méritent, à mon avis, une attention toute particulière.

Il s'agit en premier lieu de *la sphère économique.* En effet, les technologies numériques représentent un vecteur de développement économique de plus en plus décisif, non seulement par le nombre d'activités économiques où elles interviennent (que ce soit

dans le secteur de la production dans celui des services, des finances etc.), mais aussi par le volume tout à fait impressionnant des bénéfices que ces technologies produisent directement à travers des entreprises aussi énormes que lucratives qui se sont spécialisé dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication et qui en contrôlent le développement et la commercialisation. Comme le dit *Ippolita*, *"Les technologies numériques ont offert au capitalisme un nouveau champ d'expérimentation et de développement, caractérisé par une absence presque totale derègles : Internet."* et, comme le signale également *Ippolita*, dans la mesure où cette forme de capitalisme instrumentalise à des fins économiques la capacité humaine de communiquer, elle revêt une dimension *biopolitique,* ce qui en constitue un aspect non négligeable.

En second lieu, nous trouvons *le domaine militaire*, non seulement en raison du rôle de ces technologies dans les industries d'armement, ou dans le déroulement des opérations militaires, ou encore dans la surveillance de l'espace national et des activités des ennemis potentiels, mais aussi parce que le cyberespace lui-même apparaît comme la scène où prennent place toute une série de conflits, d'authentiques guerres, de grands paris stratégiques, et de véritables courses aux armements (avec le développement, par exemple, d'armes cybernétiques capables d'infliger des dommages matériels, comme dans le cas des centrifugeuses nucléaires iraniennes).

Enfin, troisièmement, *le domaine de la sécurité*. Il s'agit d'un champ d'activités d'une grande diversité qui s'est développé presque exponentiellement et qui emploie aujourd'hui des milliers de professionnels. Ceux-ci se consacrent non seulement aux activités de *cyber-espionnage,* mais aussi, en rapport avec les institutions militaires, au développement *d'armes cybernétiques,* aussi bien *offensives,* pour endommager les systèmes informatiques ennemis, que *défensives*, pour se protéger de *cyber-attaque*s d'autant plus redoutable que l'économie repose de plus en plus sur des piliers de type numérique.

Il est donc clair que les technologies numériques sont des *éléments de tout premier ordre* dans de multiples secteurs du monde contemporain, mais au-delà de cette constatation ce qu'il nous faut plutôt interroger ce sont les mécanismes de pouvoir que ces technologies mettent en œuvre.

> « *Sois libre, nous disent les nouveaux pouvoirs …* ».
>
> « Le pouvoir n'est tolérable qu'à la condition de masquer une partie importante de lui-même. Son succès est directement proportionnel à ce qu'il parvient à cacher de ses mécanismes. »

Ces citations indiquent que, bien avant l'avènement de *l'ère numérique,* Michel Foucault avait déjà identifié deux caractéristiques importantes du pouvoir qui éclaireront plus tard la manière dont il fonctionne sur Internet. En effet, de la même manière qu'il trouva

des ressources beaucoup plus efficaces et productives pour son propre exercice lorsqu'il s'immisça dans *la gestion de la vie,* au lieu de n'administrer que la mort – instaurant ainsi, selon les termes de Foucault, un *biopouvoir* et une *biopolitique* – le pouvoir découvrit aussi deux autres principes fondamentaux pour améliorer son exercice. D'une part, le fait qu'il était beaucoup plus efficace de recourir à *la liberté* plutôt qu'à l'interdiction et à la répression et, d'autre part, l'avantage qu'il avait à *avancer masqué.*

Ce sont précisément, comme nous allons le voir, ces deux principes fondamentaux qui se sont inscrit dans le fonctionnement d'Internet.

***Internet est libre*, et nous sommes libres de surfer où nous le voulons**, Google apparaît sur notre écran dès que nous le sollicitons. Revêtant l'innocente apparence d'un jouet ou d'un outil qui se met gratuitement à notre disposition pour que nous l'utilisions à notre gré, il prend la forme d'un précieux cadeau tombé du ciel et qui ne demande absolument rien en retour. Cependant, pour assurer son succès et atteindre ses buts Google doit avancer masqué, en cachant ses mécanismes. C'est pour cela que ce que l'on ne nous dit pas c'est, d'abord, que le simple fait que nous *utilisions* ce moteur de recherche engendre des *bénéfices* pour son propriétaire, car, bien sûr, même si cela reste invisible à nos yeux *Google a bien un propriétaire* et celui-ci amasse des fortunes colossales grâce l'énorme quantité d'informations que nous lui fournissons sans le savoir et sans le vouloir.

Deuxièmement, ce que Google ne nous dit pas c'est *qu'il a bien plus besoin de nous que nous n'avons besoin de lui*, car sans nous, sans *l'utilisation* que nous en faisons, Internet n'existerait tout simplement pas. Internet ne se constitue, ne se maintient et ne s'étend que parce que nous l'utilisons. Plus nous l'utilisons et plus il s'étend. N'en doutons pas une seconde, pour exister Internet a impérativement besoin que *nous l'utilisions.*

Troisièmement, ce que l'on nous tait également c'est qu'Internet a impérieusement besoin de *notre liberté*. C'est elle qui, d'une part, confère sa légitimité à Google en garantissant son équité et sa neutralité et, d'autre part, c'est elle aussi qui produit les résultats dont Google a besoin pour ses affaires, mais aussi pour renforcer le pouvoir de normalisation de ce qui s'institue en tant qu'option majoritaire. En effet, notre liberté est utilisé pour créer, entre autres choses, le classement des pages selon le nombre de visites reçues, un classement qui établit, d'une part, les recettes publicitaires, et qui contribue, d'autre part, à façonner les préférences des utilisateurs.

Apparemment, aucune pression n'est exercée sur *le netoyen* – le citoyen du Net – aucune contrainte, aucun dirigisme ne le soumet. Les informations qu'il fournit permettent cependant de dessiner *son profil* avec une précision suffisante pour pouvoir *le guider* vers les objets qui correspondent aux préférences de ceux qui ont à peu près le même profil que lui. Rien ne lui est imposé, mais on utilise ses caractéristiques, qui ne sont autres que celles que ses propres actions ont communiqué, pour lui offrir le monde qui s'adapte le mieux à sa façon d'être.

Bien entendu, ce n'est pas l'individu qui *construit* pas à pas ce monde de façon zigzagante et originale, il lui est fourni *tout fait,* comme s'il s'agissait d'un *«prêt à porter»* dans lequel il faut juste se couler et qui est semblable pour tous ceux qui partagent un profil similaire. En fait, si nous avons le sentiment que personne ne nous dirige c'est parce qu'*une main invisible* nous offre les choses qui correspondent à nos préférences, en fonction des préférences que nous avons déjà manifestées antérieurement. Nous sommes libres, mais on ne nous permet pas de découvrir et de construire notre monde, nous le recevons *clefs en main,* selon un modèle commun à tous ceux qui semblent être comme nous.

Cette apparente liberté, ce contexte manifestement non autoritaire, joint au sentiment que ce qui se passe sur Internet lorsque nous l'utilisons n'obéit à aucune volonté étrangère mais provient exclusivement de nos actions et des choix que nous faisons de manière autonome. Tout cela contribue à renforcer la conviction que le net est non seulement *libre*, mais qu'il constitue de plus un incontestable *instrument de liberté*.

Il est facile de conclure à partir de là que le Réseau peut être utilisé pour développer de *nouvelles formes de démocratie* offrant des niveaux plus élevés de liberté et de participation politique. Il s'agit de *la démocratie numérique*, *l'e-démocratie*, une démocratie au sein de laquelle la facilité avec laquelle se transmet l'information, l'immédiateté avec laquelle on consulte et recueille les opinions, permettent de faire l'économie de la présence physique des individus, ou bien de faire en sorte que celle-ci ne soit que sporadique et exceptionnelle.

Cependant, bien qu'elle se présente comme devant substituer des formes démocratiques dépassées et obsolètes appartenant à l'ère pré-numérique, *l'e-démocratie* conserve totalement la logique de la vieille démocratie fondée sur le vote, sur la représentation et sur *« la loi de la majorité »*. Voyez, sinon, le tout nouveau phénomène politique incarné par « *Podemos* ». Cette nouvelle formation politique s'inscrit directement dans la lignée d'une *rénovation démocratique,* sauf qu'elle ne rénove, et seulement partiellement, que *le modus operandi formel* de la démocratie. Il ne fait aucun doute que nous sommes en présence d'une rénovation, mais il ne s'agit que d'une rénovation purement "*procédurale*" qui maintient intacts les anciens contenus substantifs de la démocratie parlementaire.

« Podemos » a besoin du net car il y fait circuler des programmes, des textes, des consultations qui relèvent de son fonctionnement interne, mais il le nécessite également parce qu'il lui fournit des éléments de *l'image de soi* qu'il souhaite offrir. Il s'agit d´éléments symboliques qui sont associés aux technologies numériques, tels que la modernité, l'horizontalité, l'autopoièse, la liberté, etc. Par ailleurs, les éléments de cette image de soi qu'il veut construire sont également connotés par le phénomène des réseaux sociaux, et des smartphones auquel « *Podemos* » est étroitement lié. Il doit en effet beaucoup aux réseaux sociaux, et pourtant il n'hésite pas à renier, comme nous allons le voir, l'une des caractéristiques les plus intéressantes de cette connectivité horizontale qui les caractérise.

Il est vrai que, d'une part, ainsi que l'explique fort bien *Ippolita*, les réseaux sociaux sont une nouvelle *institution totale* de type panoptique qui façonne subrepticement nos subjectivités, mais d'autre part, ils ont également la capacité d'aider à la mise en place de processus auto-organisationnels, comme le montrent de récents événements.

En effet, divers épisodes de luttes dans plusieurs pays ont montré ces dernières années que dans les mobilisations formées à partir des réseaux sociaux, l'absence d'un centre de décision permanent et de structures d'encadrement préétablies, fait que l'appel initial sert de *simple déclencheur*, plus que d'instance organisatrice, laissant l'essentiel de la mobilisation entre les mains *des participants eux-mêmes.* Cette circonstance stimule à la fois l'horizontalité et la créativité collective et encourage les gens à développer par eux-mêmes et collectivement, *leur propre agenda* en dehors des slogans venant d'ailleurs que de la mobilisation elle-même.

Or, manifestement, *Podemos* tourne le dos à l'aspect positif des réseaux sociaux. Cet aspect était pourtant présent au début de sa propre constitution, puisque la nouvelle formation politique provient, au moins partiellement, du mouvement du 15-M. L'absence d'instances centrales et de consignes venant d'en haut a été remplacée dans sa démarche par le fort centralisme et le personnalisme charismatique de la direction du parti.

Pour en revenir maintenant au vif du sujet, il ne fait aucun doute que, comme je l'ai dit plus haut, *le diagnostic des nouvelles formes de la domination* est tout à fait nécessaire et prioritaire. Cependant, cette tâche ne prend tout son sens que si elle s'attelle simultanément à créer de *nouvelles formes de résistance et de lutte*. Le mérite d'*Ippolita* réside précisément dans la combinaison d'un travail d'élucidation, d'une part, et d'une contribution à la construction de ces nouvelles résistances, d'autre part. En fait, son livre s'inscrit dans la volonté de promouvoir des p*ratiques d'auto-défense et d'auto-formation* dans le domaine du numérique, en même temps qu'il formule certaines propositions politiques d'ordre plus général. Ces propositions plaident pour des façons de faire qui soient décidément *multiples* au lieu de façons de faire *unificatrices,* elles suggèrent la création de *réseaux de confiance* au lieu de réseaux sociaux, et appuient la prolifération de *collectifs autonomes et divers,* susceptible d'échanger et de diffuser leurs expériences en favorisant d'éventuelles synergies.

De tels collectifs ne devraient pas avoir pour objectif leur propre expansion quantitative, parce que comme le signale fort justement *Ippolita, «au-delà d'une certaine échelle, ni la liberté ni la démocratie ne sont possibles»*. Ici, il ne s'agit pas de reprendre le slogan «*small is beautiful*», mais de bien voir que ce qui dépasse un certain volume devient rapidement trop lourd pour être géré dans le nécessaire respect de la liberté, et pour être maintenu sans engendrer des effets indésirables. C'est donc une réflexion que, comme le dit *Ippolita*, "*les fans des biens communs (commons)*" devraient méditer, parce que le problème réside dans *une question d'échelle plutôt que dans une question de propriété*.

Si notre monde est déjà un monde fortement dépendant des technologies numériques,

il semble bien que très bientôt il dépendra d'elles *entièrement*. Comme il en va avec toutes les technologies, leurs effets proviennent en partie du *type d'usage* que l'on en fait, cependant, et encore une fois comme il en va avec toutes les technologies, celles-ci *ne sont pas neutres,* leurs effets proviennent aussi de leur propre constitution. Il ne fait aucun doute que, dans ce domaine, la lutte contre la domination doit avoir une *double face*, car elle exige que nous essayons de contrecarrer et de saper les effets du pouvoir qui découlent de *certains usages* de ces technologies ainsi que ceux qui découlent de *leur propre constitution.*

Barcelone, 2015